

Emmanuel Navon : « MBS est en position de force »

ENTRETIEN

Emmanuel Navon est professeur à l'université de Tel Aviv et président d'Elnet Israël. Il décrypte pour *Actualité Juive* la « nouvelle donne » diplomatique ⁽¹⁾.

Actualité Juive La dynamique des « accords d'Abraham » semblait enrayée depuis plus d'un an. L'heure du « débloccage » et de la relance est-elle venue ?

Emmanuel Navon : En dépit d'une certaine perte de dynamique, les « accords d'Abraham » ont porté leurs fruits. En témoignent les coopérations économiques et sécuritaires entre Israël, le Maroc, les Émirats arabes unis, et le Bahreïn. L'objectif désormais poursuivi par les Américains, les Israéliens et les Saoudiens, consiste à permettre à l'Arabie saoudite de se rallier à la plateforme des « accords d'Abraham ». Si les Saoudiens franchissent le pas, il s'agira là d'un tournant géopolitique du fait du statut prépondérant de l'Arabie saoudite



accord. Pékin a non seulement servi d'intermédiaire dans le rapprochement entre Riyad de Téhéran, mais a également proposé aux Saoudiens un contrat à long terme d'importation de

et nucléaire ; de l'autre, celui de diversifier le modèle économique de rente pétrolière qui n'est pas viable à long terme. Il est de l'intérêt d'Israël que l'Arabie saoudite atteigne ces deux objectifs.

D'ailleurs, dès 2020, la perspective des « accords d'Abraham » a vivement intéressé les Saoudiens...

E. N. : Ces accords n'eussent pas été signés sans l'aval de l'Arabie saoudite. Trois ans plus tard, il y a une nouvelle donne : MBS est en position de force face à l'administration Biden. Il sait que les États-Unis vont devoir accepter la plupart de ses exigences, telles que la mise en place d'un projet de nucléaire civil et la livraison d'avions de chasse ultra-performants. Comme il reçoit parallèlement, en matière énergétique, une offre de la Chine, le prince héritier saoudien est enclin à faire monter les enchères. MBS exige également un geste sur la question du dossier israélo-palestinien. Contrairement aux Émiratis et aux Bahreïnais, il fait de cette question une condition à la

normalisation des relations avec Israël. Le Maroc avait obtenu en contrepartie de la normalisation avec Israël une reconnaissance de sa souveraineté sur le Sahara occidental. Riyad avance donc vers les accords avec la ferme intention d'arracher plusieurs concessions américaines et israéliennes.

Benjamin Netanyahu a-t-il la marge de manœuvre politique suffisante ?

E. N. : Le Premier ministre israélien a formé une coalition ultranationaliste et illibérale dans le but de faire passer des lois sur-mesure pour le protéger de son procès. L'exigence saoudienne d'avancer sur le dossier palestinien est a priori incompatible avec la coalition actuelle. Au-delà de ses alliés d'extrême droite, Benjamin Netanyahu n'a cessé de jouer, ces dernières années, avec le feu : il a laissé se développer au sein du Likoud une ligne politique et idéologique en rupture complète avec l'héritage de la droite libérale et atlantiste, attachée au marché libre et aux contre-pouvoirs - celle d'un Menahem Begin. Ces dernières années, le Likoud est devenu méconnaissable ; il s'est « *urbanisé* » (Ndr : référence à Victor Orban, le Premier ministre hongrois) et ressemble davantage au Fidesz d'Orban qu'à la droite libérale de Begin. Cette « *urbanisation* » ou « *trumpisation* » du Likoud est-elle une dérive passagère ou un mouvement réversible ? Nous ne le saurons qu'après l'ère Netanyahu. Lors de ses échanges avec Elon Musk, Benjamin Netanyahu a reconnu que la réforme judiciaire de son ministre de la Justice était « *mauvaise* » et aurait remplacé un déséquilibre par un autre au lieu de rétablir un équilibre (je me félicite qu'il ait repris ma formule...), mais il s'est ensuite rétracté sous la pression de l'aile populiste (et à présent majoritaire) de son parti. Donc le doute persiste. ■

**Propos recueillis par
Alexis Lacroix**

« L'exigence saoudienne d'avancer sur le dossier palestinien est a priori incompatible avec la coalition actuelle »

dans le monde arabe (dépositaire des lieux saints de l'islam et premier exportateur de pétrole du monde arabe). Il reste cependant à savoir si les exigences saoudiennes ne sont pas trop élevées pour les États-Unis et pour Israël.

Justement, ces accords présentés comme « proches » ont-ils de bonnes chances d'aboutir ?

E. N. : Les conditions semblent majoritairement réunies mais de nombreux obstacles persistent. Le président Biden a tout intérêt à contrer l'influence chinoise par le biais d'un tel

pétrole. Quant au Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, un accord avec l'Arabie redorerait une carrière politique qui a depuis longtemps perdu son heure de gloire.

La diplomatie israélienne prend-elle en compte la donnée de l'instabilité exacerbée de la « mêlée » mondiale ?

E. N. : Mohammed ben Salmane (ou « MBS »), le prince héritier du trône saoudien, poursuit deux objectifs principaux : d'un côté, celui de créer un contre-poids à la menace d'un Iran impérialiste

(1) Il est, entre autres, l'auteur de : *L'Étoile et le sceptre. Histoire diplomatique d'Israël* (Hermann)